



Compilé et rédigé par
Ken Sato

Suspension des négociations sur l'accord relatif aux forêts d'Europe

La 4^e session du Comité de négociation intergouvernemental sur un accord juridiquement contraignant (AJC) concernant les forêts en Europe (INC-Forêts-4) s'est tenue du 10 au 14 juin 2013 à Varsovie (Pologne). Y étaient présents plus de 140 participants et observateurs de 33 pays, ainsi que l'UE, le Japon et des organisations internationales, associations forestières et ONG.

Si l'INC-Forêts-4 a trouvé un accord sur plusieurs points de l'AJC (qui peut être ouvert à la signature par l'ensemble des membres des Nations Unies), d'autres n'ont pu faire l'objet d'un consensus final. Sachant que le processus de l'INC est limité à quatre sessions de négociation, les délégués ont décidé de se réunir à nouveau à des dates et lieu qui seront annoncés, avant de communiquer les résultats de l'INC-Forêts devant la Conférence ministérielle extraordinaire qui est prévue en novembre 2013 (voir la rubrique *Réunions*, page 32). Les questions en suspens qui doivent être examinées lors de la reprise de la session sont: les décisions concernant le dépositaire/l'hôte de la convention; les dispositions se rapportant au secrétariat intérimaire et permanent; les ajustements des clauses finales qui pourraient s'avérer nécessaires en fonction du dépositaire choisi; et les dispositions relatives à l'admission d'observateurs, les règles régissant le comité de conformité et les droits de vote.

Le FSC sanctionne une société d'exploitation forestière en RDC

Dernièrement, le *Forest Stewardship Council* (FSC) a annulé les certifications délivrées à la multinationale *Danzer Group*, suite à des plaintes de *Greenpeace* selon lesquelles la politique de respect des droits humains du FSC était enfreinte sur un site d'exploitation en République démocratique du Congo (RDC) qui est exploité par *SIFORCO*, une filiale de *Danzer*.

Selon la plainte déposée par *Greenpeace*, en mai 2011, la police et les forces militaires congolaises, payées par *SIFORCO*, ont attaqué une communauté qui s'opposait aux opérations d'exploitation forestière. Selon des témoins, les forces de sécurité ont commis des actes de violence physique, dont des viols de femmes et fillettes, détruit des biens et procédé à des arrestations arbitraires. *SIFORCO* rétorque qu'elle a seulement demandé aux forces de sécurité de récupérer des articles volés.

Bien que le Groupe *Danzer* conteste la décision du FSC, il a accepté la perte de la certification par le FSC de son opération en RDC et a déclaré qu'il était déterminé à résoudre les questions en jeu et à postuler de nouveau pour se réassocier avec le FSC. «Nous respectons le droit du FSC à imposer son désengagement compte tenu de conditions qui pourraient porter gravement atteinte à la réputation de son système», a observé le P-DG du Groupe *Danzer*, Hans-Joachim *Danzer*. *Danzer* a vendu *SIFORCO* au début de 2012, mais la révocation de ses certificats FSC, qui a pris effet en mai 2013, va toucher sa filiale africaine d'exploitation forestière, Industrie forestière de Ouessi (IFO), qui gère la plus vaste surface certifiée par le FSC dans le bassin du Congo

Les arbres: la racine de l'hydroélectricité

Selon les récents résultats de recherche publiés dans les Actes de l'Académie nationale des sciences (PNAS) des États-Unis

d'Amérique, dans une forêt ombrophile, les arbres sur pied sont importants pour la production d'hydroélectricité.

En Amazonie, la déforestation persistante pourrait notablement réduire la production des barrages hydroélectriques en entraînant une diminution du débit des fleuves et cours d'eau. Les chercheurs indiquent que les productions projetées pour ces barrages pourraient reculer d'un tiers. Jusqu'à récemment, les exploitants hydroélectriques pensaient unanimement que l'abattage des arbres dans les forêts proches des barrages améliorerait le flux des eaux fluviales atteignant les barrages. Or, l'étude de la PNAS a élaboré un modèle détaillé des projections climatiques dans le bassin de l'Amazonie, de même que les caractéristiques des fleuves sur lesquels sont érigés les barrages.

Les scientifiques ont ainsi découvert que la pluviosité a diminué aujourd'hui de 6 à 7 pour cent, suite à la déforestation cumulée, contrairement à ce qu'elle était lorsque le couvert forestier était intact. Compte tenu des taux actuels de déforestation, 40% des forêts amazoniennes risquent d'avoir disparu d'ici à 2050, ce qui entraînera une baisse des précipitations et une diminution de 35 à 40 pour cent de la production électrique des barrages régionaux, par rapport à celle prévue.

Internet va piéger les exploitants forestiers illégaux

Gemalto, une entreprise néerlandaise qui développe des systèmes et réseaux de sécurité numériques, exploite les communications de machine à machine au profit de l'action destinée à préserver les forêts ombrophiles et contrecarrer les exploitants forestiers illicites en Amazonie.

Un dispositif de traçabilité (appelé *Invisible Tracck*) exploite le module *Cinterion BGS2M2* de *Gemalto*, qui, aussi petit que puissant, permet aux organismes brésiliens de surveillance de suivre les arbres individuels au moyen de la technologie de téléphonie mobile et Internet. Le dispositif cellulaire est niché dans une boîte plus petite qu'un jeu de cartes et camouflée de manière à se fondre dans le tronc des arbres. Il est installé dans des zones éloignées au plus profond des forêts où l'exploitation forestière est opérée. Lorsqu'un arbre ainsi équipé est prélevé, il est signalé aux officiels de l'Institut brésilien de l'environnement dès qu'il franchit le périmètre de 32 kms environ d'un réseau cellulaire. Les autorités peuvent repérer et suivre le produit récolté et intercepter les exploitants illicites en flagrant délit de vente de bois illégalement extrait dans les scieries. L'emploi de cette technologie pourrait accélérer les poursuites judiciaires et contribuer aux efforts menés pour lutter contre les activités forestières illégales.

Le dispositif *Invisible Tracck* est conçu pour compléter les méthodes traditionnelles de surveillance et suivi par satellite de la déforestation illicite dans les zones à haut risque où l'on sait que des populations d'arbres de haute valeur sont présentes. *Gemalto* travaille sur le développement de la technologie d'échange de données sur les rayonnements (RED) pour augmenter les signaux de transmission du dispositif dans les zones dépourvues d'une couverture de réseau cellulaire.